IIº A BAS DOUMERGUE. Il nous semble que notre section a manqué d'une attitude juste vis à vis du gouvernement Doumergue dès la formation de celui-ci. Entre le 6 et le I2 février la VERITE est parue en lançant le mot "A bas [illegible] le gouvernement des fusilleurs" en créant de la sorte une confusion avec le même mot d'ordre lancé par l'Humanité à l'ad adresse du gouvernement Daladier-Frot. Notre section n'a donné aucun mot d'ordre positif pour assigner un but concret et immédiat à la réponse ouvrière du I2 février (par exemple: Les socialistes au pouvoir etc.) Après le I2 février les socialistes ont effectivement capitulé devant le Bloc National. Pour couvrir cette capitulation honteuse Blum a entrepris une campagne pour la dissolution de la Chambre et une nouvelle consultation électoraleX. C'est du crétinisme parlementaire et du pacifisme démocratique. En effet, le pays avait été consulté le I2 février et y avait répondu. La manoeuvre de Blum en demandant la dissolution pour couvrir la capitulation devant le gouvernement du 6 février, donc devant l'émeute tricolore, cette manoeuvre n'a trouvé de notre part aucune critique; au contraire, elle a pu paraître justifiée aux yeux des ouvriers par notre presse, se solidarisant avec la revendication de la dissolution, au moment où il fallait d'abord balayer par la force (et non en attendant de nouvelles élections) le Bloc National. Jusqu'aujourd'hui le problème n'est pas encore éclairci. L'attitude qu'onttrouve dans la VERITE du 11 mai à la veille de la rentrée des Chambres, est caractéristique.

Quels sont les mots d'ordre qu'on donne aux ouvriers à la veille de cette rentrée? Toujours il est question de mots dordre négatifs; quand il s'agit de savoir ce qu'il faut faire, on ne trouve pas de réponse "A bas les décret-lois - a bas le gouvernement Doumergue". Tels sont les mots d'ordre centraux. Mais par quoi remplacer le gouvernement Doumergue immédiatement? Et où en sommes-nous avec Doumergue? Il est dit que le "gouvernement Doumergue est ébranlé" et que le problème maintenant est"Qui prendra la suite"? Ainsi posé le problème nous semble faux. Les radicaux - leur majorité- viennent de voter la confiance au gouvernement "national". Le gouvernement Doumergue n'a pour le moment rien à craindre du point de vue parlementaire; ni non plus de la pression des droites, tant que la classe ouvrière se laisse faire. C'est donc exactement le contraire qu'il faut voir. Le problème n'est pas "qui prendra la suite", mais celui-ci: il faut chasser Doumergue parcequ'il prépare la suite au fascisme en l'armant et en le protégeant. Pour cela il faut faire craquer les contradictions que renferme le gouvernement Doumergue (alerter les masses qui ont voté pour les radicaux contre ceux-ci; les obliger à rompre avec le Bloc, etc.) Ce résultat est à atteindre par une politique active de la classe ouvrière; il n'est pas encore atteint. Le problème est donc du présent et non de la suite. Le présent c'est Doumergue. Que faire alors?

On dit: "si les masses interviennent ouvertement nous pourrons ouvrir la brèche qui nous mènera à la victoire". Comment donc faire intervenir les masses ouvertement. C'est le problème auquel il faut répondre. Nous avons déjà discuté avec des représentants de votre direction sur la politique à mener en face de Doumergue dans l'étape présente. La situation est aujourd'hui plus affaiblie pour les ouvriers que celle d'après le I2 février. On a fait des pas en arrière. Il faut rattraper le temps et le terrain perdus. Comment?

Il faut reprendre l'agitation dans le pays pour une grève générale, ayant le but de chasser le gouvernement de l'émeute du 6 février. Voilà la consultation qu'il faut préparer dans le pays et à laquelle il faut amener le Parti Socialiste, la CGT, le PC, la CGTU et les autres formations ouvrières. L'ouverture des Chambres aurait dû servir de moyen pour cette agitation dans le pays. Ilfaut en tout cas empêcher Doumergue de